



l'étincelle

Le Team Break de Le
Borgne à l'Ingénierie :
Un break dans les
suppressions d'emploi ?

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 8 juin 2021

L'insécurité est d'abord sociale

Sur fond de campagne pour les Régionales dont le premier tour aura lieu le dimanche 20 juin, Macron est parti à la rencontre de la population, pour un « tour de France ». Il a surtout entendu la colère des classes populaires, Gilets jaunes ou retraités, une colère qu'il craint au point de remballer jusqu'à 2022 sa réforme des retraites : un sujet « inflammable » qui risquerait de « remettre des millions de Français dans la rue » lui aurait conseillé son entourage.

Une sécurité à visée électorale

En fait Macron, comme la droite et l'extrême droite, se sert des régionales comme d'un tremplin pour la présidentielle de 2022. Tous ont enfourché le thème de la « sécurité » : davantage de policiers, davantage de répression, davantage de prisons, c'est la société qu'on voudrait ? Jusqu'au PCF, qui lui aussi déclare que la sécurité est sa priorité. Pour Macron, quasiment chaque fait divers a servi de prétexte pour ajouter un étage au millefeuille des lois sécuritaires : loi de Sécurité globale, loi Séparatisme... Toutes à visée électorale et faisant assaut de démagogie xénophobe et raciste.

En fait, les violences en général n'ont pas augmenté, si ce n'est du côté de celles faites aux femmes, dont les meurtres par leurs conjoints ou ex-conjoints. Mais on a compris que cette question n'était pas leur priorité.

Et la violence sociale ?

Si un sentiment d'insécurité existe, c'est celui du million de personnes supplémentaires qui sont passées sous le seuil de pauvreté. Celui des centaines de milliers qui ont perdu leur emploi. Celui de l'ensemble des travailleurs dont les revenus ont chuté et dont les conditions de travail et de vie sont devenues plus dures.

Et le patronat a profité du Covid pour en rajouter. Le fléau touche particulièrement les jeunes, qui craignent pour leur avenir. Au total, un million des moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté. Les 18-24 ans sont exclus des minima sociaux et ont eu toutes les difficultés à trouver des revenus durant la crise sanitaire, qu'il s'agisse de jobs étudiants ou d'un véritable emploi.

L'insécurité est en fait sociale. C'est le pouvoir exorbitant des riches sur les plus pauvres. D'un côté les profits record du CAC 40, de l'autre la pauvreté grandissante. D'un côté des milliardaires

français qui ont vu leur fortune augmenter de 40 %, de l'autre huit millions de personnes dépendantes de l'aide alimentaire, entre mars 2020 et mars 2021.

Ce que défendent les grands partis de gauche comme de droite ou d'extrême droite, au pouvoir comme dans l'opposition, ou au mieux ce à quoi ils n'osent pas s'attaquer, c'est au fond cette violence sociale qui consiste à faire payer la crise aux classes populaires.

De l'air, changeons d'ère

Lutter pour plus de sécurité, oui. Mais d'abord la sécurité de l'emploi, des salaires, des indemnités de chômage, des retraites. La qualité des services publics de santé, d'éducation, de transport. L'accès au logement. L'accès aux études et à des bourses pour nos enfants. Et tant d'autres choses qui nous font défaut.

Comment les imposer ? Certainement pas par des élections, régionales ou présidentielle, où même les prétendus partis de gauche s'alignent sur les thèmes réactionnaires et nationalistes de leurs rivaux de droite en nous mettant en garde contre les migrants et les étrangers, en nous faisant croire que nous serions économiquement protégés par des frontières.

Notre seule force, au contraire, ce sont nos luttes et les alliés que nous pouvons trouver, pour leur succès, en dehors de ces barrières artificielles que sont les frontières nationales, parmi les millions de travailleurs et de jeunes qui se battent farouchement dans le monde entier, de la Colombie à l'Algérie, de la Palestine au Pérou...

Pour affirmer cela, nous pouvons voter à ces élections régionales pour les listes Lutte ouvrière, qui portent les intérêts de travailleurs et affirment clairement des perspectives révolutionnaires. À l'opposé des discours réactionnaires secrétés en haut lieu qui empoisonnent actuellement l'atmosphère politique.

Bastion Avancée

Mardi 1^{er} juin, 200 salariés du Technocentre, d'Aubevoye et de Lardy se sont retrouvés devant l'accueil de l'Avancée pour une nouvelle mobilisation contre l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais de l'Ingénierie. Des délégations de Cléon, Sandouville ou Le Mans avaient également fait le voyage. Preuve que ce projet ne passe toujours pas et rassemble bien au-delà des 27 salariés de la maintenance menacés d'externalisation. Pour la défense des emplois, l'union fait la force.

L'Odyssée de l'esquive

La direction avait accepté le 1^{er} juin de rencontrer une délégation des manifestants. Elle avait fixé le rendez-vous dans l'Odyssée, un bâtiment vide et encore en travaux, histoire de signifier aux manifestants qu'ils ne méritaient même pas une salle de réunion normale, et aussi de les entraîner à l'écart. Sauf que sur place, elle a en plus refusé que des salariés de la maintenance fassent partie de la délégation. Elle a peur des questions qui fâchent ?

Des bourdonnements dans la Ruche

Face au refus de la direction de rencontrer des salariés de la maintenance, les manifestants sont repartis en cortège jusqu'au hall de la Ruche, où ils ont pu se faire entendre et s'adresser aux autres salariés. Une action bien plus efficace que des palabres avec une direction qui ne comprend que le rapport de force.

Nervous breakdown

Gilles Le Borgne demande aux salariés de l'Ingénierie de participer le 17 juin à un « *team break : améliorer notre efficacité collective* ». Si le directeur de l'Ingénierie veut construire un collectif de salariés efficaces, il faudrait qu'il commence par arrêter de les externaliser ou de leur demander de partir avec la Rupture Conventionnelle Collective.

Le service qui se paye notre tête

Les erreurs sur les fiches de paie persistent depuis des mois. Parfois, ce sont plusieurs centaines d'euros qui manquent. Seule réponse du service paie, des mails automatique du style « *Nous avons bien reçu votre courriel et vous en remercions. L'analyse de votre demande est en cours...* » Et si on répondait de cette façon aux demandes de la direction ?

Le baromètre est à l'orage

En plus de la charge de travail qui augmente et des conditions de travail qui se dégradent, les salariés de la DISG (Direction de l'Immobilier et des Services Généraux) sont eux aussi inquiets pour leur emploi avec la future mise en vente du Technocentre. La direction reste muette. Ça ne sert donc à rien de répondre aux « baromètres Flash ».

Couleur caméléon

À l'occasion de la semaine de lutte contre l'homophobie, Renault a repeint ses réseaux sociaux aux couleurs de l'arc-en-ciel, mais pas en Russie, ni en Arabie Saoudite, en Turquie ou en Indonésie. Tant qu'il y aura plus de clients potentiels que d'homosexuels persécutés dans ces pays, Renault se peindra aux couleurs du régime.

Ambiance électrique à Flins

L'inquiétude grandit à Renault Flins avec l'approche de l'arrêt de Zoé et Micra. La semaine dernière, plus d'une centaine de travailleurs ont débrayé et exigé des garanties sur l'emploi. Les accords passés avec Plug Power pour l'hydrogène ou Veolia et Solvay pour le recyclage des batteries, laissent peu de place aux salariés Renault dans les emplois promis par De Meo en 2030. Pas question que Renault recycle des batteries mais jette ses salariés à la casse.

Overtime is money

En créant Renault Electricity, la direction veut remettre à plat les accords collectifs de Maubeuge (MCA), Ruitz (STA) et Douai qui sera filialisée. Quant aux promesses d'embauches, elles dépendront des ventes de la Mégane électrique et de sa déclinaison SUV. Avec 45 000 € en prix de base, c'est pas gagné. Mais la cadence passerait à Douai de 30 à 35 véhicules/h, avec de l'overtime et des samedis obligatoires alternant avec des jours non travaillés ou chômés faute de production. Ce n'est pas parce qu'il y a moins de travail qu'il ne faut pas bosser davantage. Logique, non ?

Indien vaut mieux que deux tu l'auras

En Inde à Chennai, les travailleurs de Renault-Nissan ont cessé le travail fin mai à cause du regain de Covid-19 à l'usine. Les syndicats ont déposé plainte, forçant la direction à fermer l'usine 4 jours. Elle la rouvre ce lundi grâce à des autorités complaisantes. Mais une partie des travailleurs continue à rester chez eux tant que rien n'est fait pour leur sécurité. Or seules 200 vaccinations ont été promises par la direction. Le virus du profit tue toujours.

La violence au travail

Renault a été reconnu coupable par le tribunal de Rouen d'homicide involontaire sur un technicien mort à Cléon en mars 2016. Son accident aurait pu être évité si la direction avait suivi les prescriptions de l'inspection du travail en matière de sécurité. Renault devra payer 300 000 € d'amende. Il aura fallu 5 ans de procédure pour arriver à cette condamnation. La justice est plus rapide quand elle s'attaque à de simples travailleurs.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre